
Recommandations pour l'élaboration d'engagements sur la transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables pour la nutrition



Contexte

Il n'a jamais été aussi urgent de transformer les systèmes alimentaires pour favoriser la santé humaine et planétaire. Les systèmes alimentaires ne sont actuellement pas optimisés pour permettre des alimentations durables, saines et nutritives pour tous : c'est-à-dire des systèmes qui assurent un apport suffisant en nutriments sans excès, l'équilibre énergétique, la diversité et la modération de la consommation d'aliments malsains, tout en protégeant et en améliorant l'environnement, en protégeant la santé des consommateurs, en respectant les choix et les cultures des consommateurs, en soutenant l'équité sociale et en favorisant la résilience des systèmes alimentaires face aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux. Pour 2024, on estime que 2,8 milliards de personnes n'auront pas les moyens d'avoir une alimentation saine et que les progrès pour lutter contre toutes les formes de malnutrition stagnent¹. Les mauvaises alimentations, cause commune de toutes les formes de malnutrition, évoluent dans le monde entier d'une manière malsaine à la fois pour les humains et pour la planète. De multiples facteurs déterminent ce que les gens mangent, notamment les préférences économiques, culturelles et individuelles. L'accès à des aliments nutritifs est un défi pour beaucoup, tandis que les intérêts commerciaux jouent également un rôle.

Dans les environnements fragiles, la situation est exacerbée par une combinaison de facteurs qui se renforcent mutuellement, tels que les conflits, la faible gouvernance, l'instabilité politique, l'extrême pauvreté et les menaces environnementales. La proportion de la population qui n'a pas les moyens de s'offrir l'alimentation la moins coûteuse et adaptée aux besoins nutritionnels peut atteindre 60 % à 80 % dans les environnements fragiles, et l'écart d'accessibilité (c'est-à-dire l'écart entre le coût le plus bas et ce que les ménages sont en mesure de dépenser pour leur nourriture) peut être très important (>50 %), en particulier chez les ménages les plus pauvres².

Parallèlement, les systèmes alimentaires affectent profondément et sont affectés par les changements climatiques, la perte de biodiversité et, plus généralement, la dégradation de l'environnement. Les systèmes alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre³ et de 70 % des prélèvements d'eau douce dans le monde⁴ ; ils sont la principale cause de perte de biodiversité terrestre⁵.



© UNICEF/UN0343208/PAZO

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 - Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*, FAO, Rome, 2024, <<https://doi.org/10.4060/cd1254fr>>.
- 2 Programme alimentaire mondial, *Food Systems in Fragile Settings: Identifying gaps and opportunities to support access to improved diets - Fill the Nutrient Gap*, PAM, Rome, 2020, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000118080/download/?_ga=2.170353056.1242015096.1678951933-633098164.1591685439>.
- 3 Crippa, M., et al., « Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions », *Nature Food*, vol. 2, 2021, p. 198-209.
- 4 FAOSTAT ANALYTICAL BRIEF 1 The share of agriculture in total greenhouse gas emissions Global, regional and country trends 1990-2017, FAOSTAT analytical Brief, FAO. 2017.
- 5 Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, *Perspectives Territoriales Mondiales, deuxième édition*, CNULCD, Bonn, Allemagne, 2022.

Ces systèmes sont très vulnérables aux perturbations liées au climat, les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur menaçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la réduction des rendements des cultures, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la réduction du pouvoir d'achat et la fluctuation des approvisionnements, en particulier pour les communautés en situation de vulnérabilité⁶. En outre, les changements climatiques pourraient également avoir des conséquences négatives sur la disponibilité des principaux nutriments ; par exemple, l'augmentation des niveaux de CO₂ peut réduire la teneur en fer, en zinc et en protéines des aliments de base d'environ 3 à 17 % et la modélisation suggère que ces pertes de micronutriments dues aux émissions de CO₂ pourraient entraîner une carence en zinc chez 175 millions de personnes supplémentaires, une carence en protéines chez 122 millions de personnes supplémentaires⁷ et un risque accru de carence en fer pour 1,4 milliard de femmes et d'enfants d'ici 2050⁸. Dans le même temps, la perte de biodiversité au niveau des gènes, des espèces et des écosystèmes affecte considérablement les systèmes alimentaires et les moyens d'existence, ainsi que leur résistance aux chocs et aux stress, ce qui exacerbe les effets des changements climatiques⁹. Cette interaction complexe entre les changements climatiques, la perte de biodiversité et les systèmes alimentaires souligne la nécessité de mettre en place des solutions intégrées qui tiennent compte de la durabilité de l'environnement et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Alors que le monde est aux prises avec les réalités d'une alimentation malsaine, de la perte de biodiversité et des changements climatiques, l'appel à une transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables qui soutiennent la nutrition en même temps que d'autres résultats sociaux et environnementaux a pris de l'ampleur. Le Sommet de Tokyo 2021 sur la nutrition pour la croissance (N4G) a souligné l'interconnexion de la nutrition, de l'agriculture et de la résilience climatique, s'alignant étroitement sur les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 2 : Faim zéro et l'objectif 13 : Action pour le climat. La reconnaissance du rôle des systèmes alimentaires durables pour permettre des alimentations saines afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition était un domaine d'engagement clé pour le Sommet. Parmi les engagements pris figurait la promotion de pratiques qui renforcent la biodiversité et la durabilité dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la foresterie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en garantissant un accès équitable à des aliments sûrs et nutritifs adaptés au contexte pour tous. Le Sommet a également souligné la possibilité d'adopter des approches novatrices, de mettre en œuvre efficacement et d'intensifier les interventions existantes dans l'ensemble des systèmes alimentaires afin de modifier la trajectoire des risques climatiques et de la biodiversité, de la santé humaine ainsi que des inégalités mondiales sociales et de genre.

Les approches politiques et programmatiques doivent s'appuyer sur des données et les meilleures données probantes disponibles pour identifier les points d'action critiques dans les systèmes alimentaires qui présentent des avantages pour l'environnement, la santé et la nutrition. Certaines données probantes justifient les interventions, mais il est également nécessaire d'agir malgré des informations quantitatives et des données probantes imparfaites, et d'accumuler ces dernières par le biais de l'action. S'inspirant du cadre des systèmes alimentaires élaboré par le groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)¹⁰, les mesures doivent s'étendre de la production alimentaire au comportement des consommateurs, en passant par les chaînes d'approvisionnement, les marchés et les environnements alimentaires, l'achat, la préparation, la consommation et l'élimination, y compris les divers facteurs habilitants qui peuvent faciliter (ou entraver) les progrès. Un point de départ crucial est de comprendre les aliments indispensables pour parvenir à des modèles alimentaires sains dans des contextes spécifiques (c'est-à-dire les lignes directrices alimentaires locales), y compris la modération des aliments qui peuvent avoir des effets négatifs sur la santé, en particulier s'ils sont consommés en grandes quantités.

L'accessibilité des aliments n'est pas optimisée pour parvenir à la résilience climatique, et à une alimentation saine pour tous. Au contraire, de nombreuses voies d'accès aux systèmes alimentaires élaborées dans le contexte du Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires passent sous silence le rôle des systèmes alimentaires permettant une alimentation saine. Cela doit changer. Une série d'engagements complémentaires pour l'action sont nécessaires, ainsi que des efforts pour intégrer la nutrition dans d'autres processus, y compris sur les systèmes alimentaires, le climat, la biodiversité et d'autres domaines, pour soutenir et permettre ce changement.

6 Mbow, C., et al., « Food security », In : P.R. Shukla, J. et al. (eds.) *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. p. 437-550. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève, 2019.

7 Smith, M. et Myers, S., « Impact of anthropogenic CO₂ emissions on global human nutrition », *Nature Climate Change*, vol. 8, n° 9, 2018, p. 834- 839.

8 Smith, M. Golden, C. et Myers, S., « Potential Rise in Iron Deficiency Due to Future Anthropogenic Carbon Dioxide Emissions », *GeoHealth*, vol. 1, n° 6, 2017, p. 248-57. <https://doi.org/10.1002/2016GH000018>.

9 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, FAO, Rome, 2019, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/085a12d6-7490-438b-a7bb-b04c4b113037/content>.

10 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*, Rome, 2017, <https://openknowledge.fao.org/items/4b61b8a3-1d8d-4af1-9173-b7a872f0da61>.

Opportunités pour N4G Paris



Les opportunités suivantes s'inspirent du cadre des systèmes alimentaires du Groupe d'experts de haut niveau et de ses principaux éléments constitutifs dans le but de parvenir à un engagement multi-acteurs :

1. Production : donner la priorité à la production d'aliments sûrs et nutritifs par le biais de systèmes alimentaires durables, en fixant des priorités pour permettre l'accès à un modèle alimentaire sain, adapté au contexte et durable sur le plan environnemental (tel que défini dans les directives alimentaires locales basées sur l'alimentation)

- Veiller à ce que les zones d'agriculture, d'aquaculture, de pêche et de sylviculture soient gérées de manière durable.
- Permettre aux petits producteurs, aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), aux femmes, aux jeunes et aux autres communautés vulnérables d'être des acteurs clés dans la transformation des systèmes alimentaires.
- Faire progresser la recherche et l'utilisation plus large de la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition, y compris les espèces négligées et sous-utilisées.
- Développer et renforcer la biofortification dans le cadre des efforts de sélection et de production des plantes.
- Encourager les approches innovantes, telles que les pratiques régénératives et durables, afin d'améliorer la santé des sols et la nutrition des plantes, qui constituent la base d'aliments riches en nutriments.
- Soutenir l'agriculture urbaine et périurbaine durable.
- Développer les approches de l'économie circulaire dans la production alimentaire.
- Intégrer la sensibilisation à la nutrition et le changement de comportement dans les activités de vulgarisation agricole.
- Soutenir la production d'aliments aquatiques en renforçant leur importance en tant que sources de protéines riches en micronutriments et à faible teneur en carbone dans les politiques alimentaires.

2. Chaînes d'approvisionnement : permettre l'accès à des alimentations saines grâce à des systèmes alimentaires durables

- Soutenir le développement d'infrastructures appropriées et respectueuses de l'environnement, comme les ports, les routes rurales, les entrepôts, la chaîne du froid, l'urbanisme, le commerce de gros et les marchés, en reconnaissant que ces infrastructures améliorent l'accessibilité et la diversité des aliments, ce qui a des conséquences sur l'accès à une alimentation diversifiée pour les individus et les communautés. Mettre en place des systèmes post-récolte efficaces qui intègrent le stockage, la transformation, l'emballage, la distribution et le transport des denrées alimentaires afin de réduire les pertes de nourriture.
- Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans les chaînes d'approvisionnement.
- Soutenir les MPME par le biais d'un financement rural inclusif et d'un soutien technique afin d'améliorer l'accès au marché, ce qui leur permet de favoriser l'accès à des aliments nutritifs produits de manière durable.
- Mettre en évidence les avantages nutritionnels et environnementaux des aliments sains grâce à l'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages, l'éco-étiquetage, les crédits carbone, les certifications de durabilité, y compris les systèmes de garantie participatifs et la traçabilité.
- Soutenir les circuits courts et les transactions régionales.
- Faciliter la production d'aliments nutritifs (par exemple, tarifs pour les intrants et les machines spécialisées nécessaires à la production d'aliments nutritifs, y compris les aliments de base et les condiments enrichis).
- Soutenir la consommation locale d'aliments par le biais d'investissements dans les chaînes de valeur des aliments nutritifs, au lieu d'exporter pour générer des recettes nationales.

3. Environnements alimentaires : permettre des environnements alimentaires sains qui font des alimentations saines grâce à des systèmes alimentaires durables un choix facile

- Adopter des mesures de dissuasion sur le marché pour les aliments malsains (par exemple, taxes, étiquetage avec un contrôle et une mise en œuvre efficaces, restrictions sur la commercialisation).
- Faire respecter par les entreprises un marketing responsable et conforme au Code/aux restrictions, en particulier lorsque les enfants sont ciblés.
- Encourager la production durable d'aliments sains et nutritifs (subventions, rationalisation des réglementations, avantages fiscaux).
- Renforcer le leadership du gouvernement pour comprendre les intérêts commerciaux et renforcer les capacités connexes afin de garantir les mesures.
- Donner la priorité à l'achat d'aliments sains et nutritifs produits de manière durable par de petits exploitants agricoles dans le cadre des programmes de marchés publics, y compris pour les repas scolaires, afin de stimuler les changements dans les systèmes de production et de produire des effets en cascade sur la nutrition des enfants.
- Renforcer les liens entre les chaînes d'approvisionnement et la demande par le biais de la protection sociale et des repas scolaires.
- Promouvoir le rôle des marchés de gros et de détail pour garantir l'accès à des aliments nutritifs et réduire le gaspillage alimentaire.
- Concevoir et mettre en œuvre efficacement des programmes d'enrichissement à grande échelle, le cas échéant.

4. Comportements des consommateurs : veiller à ce que les consommateurs soient protégés, informés, motivés, engagés et habilités sur les aspects nutritionnels et environnementaux de l'alimentation saine

- Faciliter l'éducation des consommateurs, en l'étendant aux zones reculées, par la communication sur le changement de comportement, la promotion d'une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables et la réduction du gaspillage alimentaire.
- Favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes pour leur permettre d'exercer une plus grande influence sur la distribution des ressources, notamment alimentaires, au sein du ménage.
- Renforcer la gouvernance et l'engagement du secteur privé pour améliorer les normes de bien-être des travailleurs par la mise en œuvre d'interventions en matière de nutrition de la main-d'œuvre (par exemple, soutien à l'allaitement maternel, accès à des aliments sains sur le lieu de travail, contrôles de bien-être, protection contre les chaleurs extrêmes, etc.).

- Mettre à jour et développer les lignes directrices en matière d'alimentation en tant qu'outil d'information sur les priorités, en tenant compte des considérations relatives aux systèmes alimentaires (c'est-à-dire la durabilité de la production, etc.).
- Promouvoir un changement social et comportemental afin de modifier les perceptions socialement stigmatisées des aliments nutritifs traditionnels et locaux et de promouvoir des alimentations saines.
- Encourager la sensibilisation à l'alimentation et à la nutrition dans les programmes scolaires et les établissements d'enseignement.
- Encourager et permettre l'abandon de la consommation d'aliments ayant des conséquences négatives sur la santé et l'environnement, dans les contextes où ils sont actuellement élevés.

5. Environnement favorable et gouvernance : mettre en place des mécanismes de gouvernance multi-niveaux inclusifs et efficaces, une cohérence et une intégration des politiques et des systèmes de données pour la prise de décision

- Mettre en œuvre des politiques qui soutiennent le droit à une alimentation adéquate en favorisant les aliments nutritifs durables et d'origine locale et en décourageant la consommation d'aliments malsains.
- Tirer parti des plateformes multi-acteurs/de la collaboration, en engageant les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les communautés et d'autres acteurs des systèmes alimentaires pour garantir des solutions inclusives et efficaces aux défis des systèmes alimentaires qui intègrent la nutrition, le climat et d'autres agendas liés à l'alimentation.
- Intégrer les programmes relatifs à l'alimentation, à la nutrition, au climat et à l'environnement à différents niveaux de gouvernement, en alignant les objectifs, les politiques et les stratégies afin de créer des synergies pour le développement durable (par exemple, les plans relatifs aux maladies non transmissibles, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité, les plans nationaux d'adaptation, les plans nationaux de nutrition et les voies et politiques nationales relatives aux systèmes alimentaires) et en investissant dans des interventions ayant des effets bénéfiques sur les résultats en matière de climat et de nutrition dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire.
- Soutenir la gouvernance à plusieurs niveaux, en coordonnant les politiques aux niveaux local, national et mondial afin d'améliorer la cohérence et la mise en œuvre efficace.
- Soutenir l'autonomisation des femmes par l'éducation, la formation et le développement des compétences et renforcer leur participation à la prise de décision.
- Mettre en œuvre et suivre les résultats de la réaffectation de la politique fiscale en faveur de l'accès à des aliments nutritifs et de la consommation d'aliments nutritifs.
- Investir dans des systèmes de données pour la prise de décision en renforçant la collecte, l'analyse et l'intégration des données afin de garantir des décisions politiques adaptatives et fondées sur des données probantes.

6. Recherche et innovation : investir dans la recherche et l'innovation qui adoptent une approche des systèmes alimentaires durables ciblant la nutrition, le climat et la biodiversité

- Investir dans la recherche et l'innovation dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture afin d'identifier et de développer des cultures résistantes au climat, la gestion de la pêche, les taches de poisson et les pratiques durables dans l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture. Les partenariats publics et privés peuvent favoriser les avancées technologiques qui améliorent la productivité tout en réduisant les incidences sur l'environnement.
- Explorer des approches nutritionnelles plus ciblées : diagnostiquer rapidement les besoins afin de fournir une solution efficace et durable pour une meilleure nutrition.
- Identifier des approches évolutives pour prolonger la durée de conservation des aliments frais et nutritifs (par exemple, le niveau de transformation, l'emballage, la chaîne du froid, les indicateurs de péremption, etc.)
- Étudier et recueillir des données sur le rôle des femmes, des jeunes, des populations autochtones et d'autres communautés vulnérables en tant que moteurs de la transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables pour une meilleure nutrition.
- Investir dans la recherche sur le développement de produits, le potentiel environnemental et économique de divers aliments locaux, y compris les espèces négligées et sous-utilisées (par exemple, étudier leur domestication, leur valeur marchande et la demande), afin de promouvoir le développement de produits à valeur nutritive à partir d'espèces résistantes aux changements climatiques).



Appel à l'action

La transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables est à la fois une nécessité mondiale et un impératif moral. Les engagements pris lors du Sommet N4G de 2021 à Tokyo ont marqué un tournant dans la reconnaissance des interconnexions profondes entre la nutrition, l'agriculture et les considérations environnementales, telles que les changements climatiques, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement. L'agriculture, l'aquaculture, la pêche, la sylviculture et les systèmes alimentaires en général occupent une position stratégique dans la lutte contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et d'autres problèmes environnementaux. Leur importance se reflète dans le rôle de plus en plus important qu'ils jouent dans les conférences internationales, telles que le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et les conférences des parties aux conventions de Rio. La réalisation des ODD, en particulier ceux liés à l'objectif « Faim zéro », à l'Action pour le climat, à la Vie sous l'eau et à la Vie sur terre, dépend de notre capacité à fournir une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables pour tous.

Grâce à une approche multi-acteurs, un engagement concerté et à long terme des gouvernements, soutenu par les donateurs, le secteur privé, la société civile, la recherche et les partenaires de développement, est nécessaire de toute urgence pour garantir que les systèmes alimentaires sont résilients, durables et équitables et qu'ils permettent une alimentation saine pour tous, ce qui constitue un résultat tout aussi essentiel. Ces actions doivent englober tous les aspects des systèmes alimentaires, de la production alimentaire à l'achat, la préparation, la consommation et l'élimination des aliments par les consommateurs, en passant par les chaînes d'approvisionnement et les marchés. Parallèlement, ces actions doivent traverser et impliquer de multiples échelles, depuis les organisations multilatérales et les parties prenantes internationales jusqu'aux gouvernements nationaux, aux organismes régionaux, aux autorités locales et aux communautés.

La route vers Paris est claire : nous devons agir maintenant avec urgence et détermination. Dans la foulée des trois conférences des parties aux conventions de Rio et précédant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +4, le Sommet N4G de Paris représente une occasion unique d'accélérer les progrès vers un avenir où des alimentations saines grâce à des systèmes alimentaires durables sont le fondement de la santé humaine, de la santé de la planète et de l'équité mondiale. Saisissons ce moment et engageons-nous (dans chacun de nos contextes uniques) à réaliser les changements dans nos systèmes alimentaires qui favoriseront une alimentation saine, la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Engageons-nous à assurer la cohérence politique nécessaire pour y parvenir au sein de nos gouvernements, entreprises, universités, institutions et organisations, ainsi que dans le cadre des processus multilatéraux. Engageons-nous par ces actions à renforcer la résilience des systèmes locaux et nationaux pour permettre l'accès à une alimentation saine dans des contextes de fragilité. Ensemble, nous pouvons transformer les systèmes alimentaires pour la santé des populations et de la planète ; le moment est venu.

Exemples d'engagements

Champ d'application	Engagements	Opportunités					
		Production	Chaînes d'approvisionnement	Environnements alimentaires	Comportements des consommateurs	Environnement favorable et gouvernance	Recherche et innovation
Contexte mondial	Financement d'initiatives multisectorielles en matière de climat et de nutrition						
	Soutien à la cohérence des politiques et des programmes						
	Promotion d'une alimentation nutritive grâce à des systèmes alimentaires durables						
	Investissement dans l'agriculture, l'aquaculture et la pêche adaptées aux changements climatiques et sensibles à la nutrition						
	Accès universel et équitable à une eau potable sûre et abordable						
	Élaboration de données probantes sur les liens entre le climat, la biodiversité et la nutrition						
	Mise en pratique des connaissances						
Contexte national	Positionnement de l'alimentation saine et de la durabilité au centre des voies de transformation des systèmes alimentaires						
	Intégration de la nutrition et des changements climatiques dans les politiques, les voies et les plans d'action nationaux						
	Cohérence entre les plans, les politiques et les stratégies en matière de nutrition et d'environnement						
	Financement accru des interventions sensibles à la nutrition et adaptées aux changements climatiques						
	Intégration du climat et de la nutrition dans les politiques nationales en matière de santé et d'agriculture						
	Subventions ciblées pour des aliments nutritifs à faible empreinte environnementale						
	Campagne d'éducation nutritionnelle basée sur le contexte et axée sur le climat						
	Déchets des systèmes alimentaires et économie circulaire						
	Adoption d'une approche politique globale des systèmes alimentaires dans les environnements fragiles						
	Les politiques commerciales favorisent une alimentation saine						
Contexte régional	Mise en place de pôles régionaux de transformation des systèmes alimentaires						
	Investissement régional dans des cultures de base résistantes au climat						
	Systèmes régionaux de données et de responsabilité pour les liens entre le climat et la nutrition						
	Politiques commerciales régionales donnant la priorité aux aliments nutritifs produits de manière durable						

Contexte infranational	Soutien aux systèmes alimentaires locaux et aux plans d'action communautaires sur le climat						
	Subventions pour des programmes d'alimentation scolaire durables						
	Suivi communautaire des résultats en matière de climat et de nutrition						
	Renforcement des capacités et plaidoyer en faveur de choix alimentaires durables						
	Facilitation des initiatives communautaires en matière de sécurité alimentaire						

Pour le contexte mondial : organisations multilatérales et acteurs internationaux

Financement d'initiatives multisectorielles en matière de climat et de nutrition

Exemple : les donateurs s'engagent à financer des initiatives qui s'attaquent au lien entre le climat et la nutrition, en se concentrant sur des actions qui renforcent la sécurité alimentaire et la nutrition, améliorent la biodiversité et contribuent à un développement à faible émission de carbone. Il s'agit notamment de donner la priorité aux subventions qui bénéficient aux petits producteurs, aux femmes, aux jeunes et aux communautés marginalisées qui produisent un tiers de la nourriture mondiale, ainsi qu'aux investissements qui soutiennent la conservation et l'utilisation plus large de la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition, y compris les espèces négligées et sous-utilisées.

Soutien à la cohérence des politiques et des programmes

Exemple : les organisations multilatérales s'engagent à aider les pays à aligner leurs politiques et programmes nationaux sur les objectifs de N4G et les stratégies d'adaptation au climat. Il peut s'agir d'une assistance technique pour les réformes politiques, d'un soutien à la mise en œuvre des recommandations et des directives volontaires (telles que les directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire sur les systèmes alimentaires et la nutrition), de cadres de contrôle et d'un suivi des progrès accomplis.

Promotion d'une alimentation nutritive grâce à des systèmes alimentaires durables

Exemple : les entreprises s'engagent à reformuler les produits pour améliorer leur profil nutritionnel tout en réduisant leur impact sur l'environnement, en utilisant des processus de production à faibles émissions, en s'approvisionnant auprès de chaînes d'approvisionnement durables et en fournissant un étiquetage transparent sur la nutrition, conformément aux codes/normes de commercialisation. Cette démarche pourrait inclure la promotion de l'utilisation d'espèces négligées et sous-utilisées, la biofortification et l'enrichissement des aliments à grande échelle.

Investissement dans l'agriculture, l'aquaculture et la pêche adaptées aux changements climatiques et sensibles à la nutrition

Exemple : les parties prenantes du secteur privé dans l'agriculture, l'aquaculture et la pêche s'engagent à investir dans des pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques sensibles à la nutrition qui soutiennent les petits exploitants agricoles, les aquaculteurs et les producteurs de pêche, en particulier dans les pays à faible revenu. Il s'agit notamment de fournir des formations et des ressources pour des approches innovantes (telles que les pratiques régénératives et agroécologiques, et les techniques d'aquaculture en bassin profond), de soutenir les connaissances traditionnelles et locales, de faciliter l'accès à des semences nutritives résistantes au climat, d'encourager la gestion collaborative des pêcheries et de promouvoir des pratiques de pêche à faibles émissions.

Facilitation d'un accès universel et équitable à une eau potable sûre et abordable

Exemple : les organisations multilatérales et les parties prenantes internationales s'engagent à soutenir les pays pour qu'ils accèdent de manière universelle et équitable à une eau potable sûre et abordable. Il s'agit notamment de fournir une assistance technique pour les investissements dans les infrastructures afin d'améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau propre, de faciliter l'échange de connaissances et de mobiliser des mécanismes de financement pour soutenir les communautés en situation de vulnérabilité.

Élaboration de données probantes sur les liens entre le climat, la biodiversité et la nutrition

Exemple : les universités et les instituts de recherche s'engagent à enrichir les données probantes sur les liens entre le climat, la biodiversité et la nutrition, en particulier sur les résultats nutritionnels de l'agriculture adaptée aux changements climatiques, de l'agroécologie et d'autres approches intégrées et novatrices, telles que les systèmes de production régénératifs. Cela implique de collaborer avec les gouvernements et d'autres parties prenantes afin de s'assurer que les données conduisent à des mesures pratiques et ayant un impact.

Mise en pratique des connaissances

Exemple : les organismes universitaires s'associent aux gouvernements, aux agences de recherche et de développement nationales et internationales basées dans les pays pour traduire, piloter et appliquer les données probantes les plus récentes sur les pratiques des systèmes alimentaires locaux qui favorisent une alimentation saine. Cela comprend l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de nouvelles mesures fondées sur des données probantes, des efforts de renforcement des capacités, des actions de sensibilisation et des interventions auprès des communautés, des approches de suivi en temps réel et l'évaluation en vue d'un apprentissage continu.

Pour les contextes nationaux : les gouvernements

Positionnement de l'alimentation saine et de la durabilité au centre des voies de transformation des systèmes alimentaires

Exemple : les pays s'engagent à élaborer et à mettre en œuvre des voies de transformation des systèmes alimentaires nationaux qui garantissent l'accès à une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables en tant que résultats clés.

Les gouvernements élaborent et mettent en œuvre des mesures cohérentes dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et du commerce afin de garantir que les systèmes alimentaires fournissent des aliments diversifiés, sûrs et nutritifs de manière durable.

Intégration de la nutrition et de l'atténuation des changements climatiques dans les politiques nationales, les stratégies d'action et les plans d'intervention

Exemple : les gouvernements s'engagent à intégrer des mesures adaptées aux changements climatiques et sensibles à la nutrition dans leurs politiques nationales en matière d'agriculture, de pêche et d'alimentation et de nutrition, ainsi que dans leurs stratégies d'action et plans d'action pour les systèmes alimentaires. Ces mesures pourraient inclure un soutien à l'agriculture locale et durable, à l'aquaculture et à la pêche artisanales à petite échelle, ainsi que des engagements à réduire les émissions du système alimentaire, à enrichir les aliments de base et à élaborer/mettre à jour les directives diététiques basées sur l'alimentation en tenant compte de la durabilité.

Cohérence entre les plans, les politiques et les stratégies en matière de nutrition et d'environnement

Exemple : les gouvernements s'engagent à assurer la cohérence des politiques entre la nutrition et les plans environnementaux, tels que les programmes et les politiques soutenant leurs cibles mondiales dans le cadre des conventions de Rio, notamment par le biais de leurs contributions déterminées au niveau national, de leurs plans d'adaptation nationaux, de leurs stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité et de leurs stratégies de lutte contre la désertification.

Financement accru des interventions sensibles à la nutrition et adaptées aux changements climatiques

Exemple : allouer un budget équitablement substantiel aux interventions sectorielles sensibles à la nutrition et adaptées aux changements climatiques, en veillant à ce que des mécanismes de suivi soient en place tout en identifiant des points d'entrée pour tirer parti des instruments financiers en faveur des résultats nutritionnels, tels que le financement climatique et les obligations nutritionnelles liées à la durabilité/basées sur les résultats. Cette approche vise à exploiter les liens entre la malnutrition, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement de manière plus générale afin d'accélérer les efforts en faveur de l'environnement et de relever simultanément ces défis qui se renforcent mutuellement.

Intégration du climat et de la nutrition dans les politiques nationales en matière de santé et d'agriculture

Exemple : le gouvernement s'engage à intégrer des mesures sensibles à la nutrition et résilientes aux changements climatiques dans les politiques nationales de santé et d'agriculture. Cela peut impliquer un plan national d'interventions qui aligne les marchés publics et les programmes de soutien à l'agriculture sur les objectifs de nutrition, tels que la promotion des espèces négligées et sous-utilisées, des cultures biofortifiées et résistantes à la sécheresse, et des aliments enrichis, dans les programmes d'acquisitions pour les écoles et les hôpitaux.

Utilisation de subventions ciblées pour des aliments nutritifs à faible empreinte environnementale

Exemple : le gouvernement peut s'engager à créer des subventions et des incitations à l'assurance pour les producteurs d'aliments nutritifs qui pratiquent une agriculture adaptée aux changements climatiques, une aquaculture et une pêche durables. En collaborant avec le secteur privé et les compagnies d'assurance, les gouvernements peuvent développer des modèles innovants qui réduisent les risques financiers pour les producteurs qui adoptent des pratiques durables. Cela pourrait inclure un soutien à la réduction des intrants chimiques, à la conservation de l'eau et à l'utilisation d'approches innovantes, telles que les pratiques régénératives

qui améliorent la santé des sols et la densité nutritionnelle des cultures dans l'agriculture terrestre, ainsi qu'un soutien à la cogestion durable des pêcheries basées sur les écosystèmes et aux aquaculteurs produisant des espèces à faible teneur en carbone et à faible toxicité, sur la base de principes agroécologiques.

Mise en œuvre de campagnes d'éducation nutritionnelle contextuelles dans une perspective axée sur le changement climatique

Exemple : les ministères de la Santé, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement et de l'Éducation collaborent à une campagne publique (au niveau national, sous-régional et local) visant à sensibiliser la population à une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables. Cela comprend l'intégration de programmes appropriés dans les écoles et les établissements de formation technique pour favoriser la réduction du gaspillage alimentaire, l'adoption d'une alimentation saine et la sensibilisation aux conséquences sur la santé et l'environnement des choix alimentaires.

Réduction des déchets des systèmes alimentaires et promotion des pratiques de l'économie circulaire

Exemple : le gouvernement s'engage à réduire le gaspillage des systèmes alimentaires et à faire progresser les pratiques d'économie circulaire en établissant et en appliquant des politiques qui favorisent les programmes de récupération des aliments afin de réorienter les excédents vers les populations vulnérables. Ces politiques pourraient consister à investir dans des projets de valorisation énergétique des déchets, à soutenir les systèmes de compostage et à encourager les innovations qui revalorisent les sous-produits alimentaires.

Adoption d'une approche politique globale des systèmes alimentaires dans les environnements fragiles

Exemple : le gouvernement peut s'engager à intégrer la conception, le financement et la mise en œuvre de mesures allant de l'intervention d'urgence au développement à long terme dans des contextes fragiles. Ces mesures doivent être considérées comme des investissements complémentaires qui se renforcent mutuellement et qui visent à éviter et à minimiser l'impact des chocs et des tensions à venir.

Élaboration de politiques commerciales favorisant une alimentation saine

Exemple : le commerce international peut améliorer la disponibilité et le caractère abordable des aliments nutritifs, mais il peut aussi accroître l'accès à des aliments malsains. Les gouvernements s'engagent à adopter, ou à adapter si elles existent déjà, des politiques commerciales qui améliorent l'accès aux aliments nutritifs tout en atténuant les risques liés aux aliments malsains.

Pour les contextes régionaux : collaboration régionale

Mise en place de pôles régionaux de transformation des systèmes alimentaires

Exemple : les pays d'une même région s'engagent à créer des centres régionaux de transformation des systèmes alimentaires et d'apprentissage axés sur l'adaptation climatique sensible à la nutrition dans les systèmes alimentaires. Ces pôles peuvent centraliser les efforts visant à développer, partager et mettre à l'échelle les meilleures pratiques en matière d'agriculture adaptée aux changements climatiques, de chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes et de systèmes alimentaires urbains dans tous les pays, renforçant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale.

Promotion de l'investissement régional dans les cultures de base résistantes au climat

Exemple : les nations d'une région spécifique s'engagent à investir conjointement dans la recherche et le développement de variétés de cultures résistantes au climat qui conviennent aux zones agro-écologiques partagées, augmentant ainsi la capacité de la région à lutter à la fois contre la malnutrition et les défis climatiques, y compris dans les zones urbaines et périurbaines. Les organisations régionales (telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) pourraient faciliter la collaboration, en veillant à ce que les variétés de cultures améliorées atteignent les communautés vulnérables.

Mise en place de systèmes régionaux de données et de redevabilité pour les liens entre le climat et la nutrition

Exemple : une coalition régionale se forme pour améliorer la collecte et l'analyse des données sur la relation entre les effets du climat et les résultats en matière de nutrition, notamment dans les milieux urbains et périurbains. Un système de données normalisé dans les pays participants pourrait aider à suivre les progrès, à identifier les lacunes en matière de nutrition et à aligner les stratégies de résilience climatique pour faire progresser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Adoption de politiques commerciales régionales qui donnent la priorité aux aliments nutritifs produits de manière durable

Exemple : les organismes commerciaux régionaux s'engagent à favoriser les politiques commerciales intrarégionales qui donnent la priorité aux aliments nutritifs produits de manière durable en harmonisant les normes relatives aux produits alimentaires sains, en réduisant les droits de douane sur les cultures résistantes au climat et en créant des accords commerciaux qui rationalisent la logistique pour les aliments produits de manière durable.

Pour les contextes infranationaux : les communautés et les administrations locales

Soutien aux systèmes alimentaires locaux et aux plans d'action communautaires sur le climat

Exemple : les administrations locales et urbaines s'engagent à élaborer des plans d'action qui soutiennent les pratiques agricoles résilientes au climat menées par les communautés. En s'inspirant des meilleures pratiques de N4G, les municipalités collaborent avec les agriculteurs locaux, la société civile et les nutritionnistes pour promouvoir les espèces négligées et sous-utilisées, les jardins communautaires et les initiatives d'agriculture urbaine qui permettent une alimentation saine.

Introduction de subventions pour des programmes d'alimentation scolaire durables

Exemple : les municipalités ou les organismes régionaux s'engagent à financer des programmes d'alimentation scolaire en soutenant des pratiques durables d'achat public de denrées alimentaires, en concevant des menus sains et nutritifs pour tous et en mettant en œuvre des campagnes d'éducation. En mettant l'accent sur l'achat durable d'aliments issus de chaînes d'approvisionnement courtes, on favorise les économies locales et on réduit l'empreinte carbone associée au transport des aliments, ce qui a des effets bénéfiques directs sur la nutrition et le climat.

Réalisation d'un suivi des résultats en matière de climat et de nutrition sous l'égide de la communauté

Exemple : les administrations infranationales s'engagent à mettre en place des cadres de suivi participatif permettant aux communautés de rendre compte des initiatives locales en matière de climat et de nutrition et d'influer sur celles-ci. Il peut s'agir de tableaux de bord communautaires ou d'évaluations périodiques impliquant les conseils locaux, permettant aux citoyens de contribuer à la redevabilité et à l'adaptation des projets sur la base d'un retour d'information en temps réel.

Renforcement des capacités et plaidoyer en faveur de choix alimentaires durables

Exemple : les organisations de la société civile s'engagent à sensibiliser la population à une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables et à l'impact sur l'environnement, en créant des réseaux locaux pour défendre la transformation des systèmes alimentaires. Elles peuvent également défendre le droit à une alimentation nutritive dans les discussions politiques et encourager les mesures menées par les communautés qui s'alignent sur les changements alimentaires durables, en mettant l'accent sur les communautés les plus vulnérables.

Renforcement des initiatives communautaires en matière de sécurité alimentaire

Exemple : les organisations de la société civile soutiennent les jardins communautaires, les marchés locaux et les systèmes alimentaires alternatifs qui minimisent les déchets alimentaires et encouragent les pratiques durables. Cette démarche implique également de renforcer la résilience en aidant les communautés à cultiver des produits diversifiés, riches en nutriments et adaptés aux conditions climatiques.

Notes et références

Comité de la sécurité alimentaire mondiale, *Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition*, Rome, 2017, <https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2021/Documents/CFS_VGs_Food_Systems_and_Nutrition_Strategy_FR.pdf>.

COP28 Émirats arabes unis, « Déclaration sur les systèmes alimentaires résilients, l'agriculture durable et l'action climatique », dans le : *COP28*, cité le 2 décembre 2024, <<https://www.cop28.com/en/food-and-agriculture>>.

Crippa, M., et al., « Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions », *Nature Food*, vol. 2, 2021, p. 198-209.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Water for Sustainable Food and Agriculture*, FAO, Rome, 2016 <<https://openknowledge.fao.org/items/41d13416-d012-47b2-9ea6-5731949b65c5>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, FAO, Rome, 2019, <<https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/ca3229fr>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Le lien entre le changement climatique, la biodiversité et la nutrition: Des preuves et des opportunités émergentes en matière de politiques et de programmes*, FAO, Rome, 2021a, <<https://doi.org/10.4060/cb6701en>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Le Livre Blanc/Wiphala sur les systèmes alimentaires des Peuples Autochtones*, FAO, Rome, 2021b, <<https://doi.org/10.4060/cb4932fr>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Action pour le climat et nutrition - Vecteurs d'impact*, FAO, Rome, 2023, <<https://doi.org/10.4060/cc8415fr>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Technical Seminar on Nutrition and Climate Change at Rome Nutrition Week », dans : *FAO*, cité le 2 décembre 2024, <<https://www.youtube.com/watch?v=ZOi8noprYxg>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la santé, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 - Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*, FAO, Rome, 2024, <<https://doi.org/10.4060/cd1254fr>>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation mondiale de la santé, *What Are Healthy Diets? Joint Statement by the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the World Health Organization*, OMS, Genève, 2024, <<https://doi.org/10.4060/cd2223en>>.

Global Alliance for Improved Nutrition, *Accelerating Action and Opening Opportunities: A closer integration of climate and nutrition - 2023 I-CAN Baseline Assessment*, GAIN, 2023, <<https://www.gainhealth.org/resources/reports-and-publications/accelerating-action-and-opening-opportunities-closer-integration-climate-and-nutrition>>.

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*, Rome, 2017, <<https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i7846fr>>.

Mbow, C., et al., « Food security », In : P.R. Shukla, J. et al. (eds.) *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. p. 437-550. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève, 2019.

Milan Urban Food Policy Pact, *School Meals: The Transformative Potential of Urban Food Policies*, 2024, <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2024/03/MUFPP-SCHOOL-MEALS-Report-2024_light.pdf>.

Smith, M. Golden, C. et Myers, S., « Potential Rise in Iron Deficiency Due to Future Anthropogenic Carbon Dioxide Emissions », *GeoHealth*, vol. 1, n° 6, 2017, p. 248-57. <<https://doi.org/10.1002/2016GH000018>>.

Smith, M. et Myers, S., « Impact of anthropogenic CO2 emissions on global human nutrition », *Nature Climate Change*, vol. 8, n° 9, 2018, p. 834-839.

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, *Perspectives Territoriales Mondiales, deuxième édition*, CNULCD, Bonn, Allemagne, 2022.

Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Programme des Nations Unies pour le développement, *Repenser nos systèmes alimentaires: Un guide pour la collaboration multipartite*, Nairobi, Rome et New York, 2023, <<https://doi.org/10.4060/cc6325fr>>.

ONU-Nutrition. 2024. *Nutrition et environnement - Nourrir les populations, protéger la planète*, Rome, 2023, <<https://doi.org/10.4060/cc5757fr>>.

Programme alimentaire mondial, *Food Systems in Fragile Settings: Identifying gaps and opportunities to support access to improved diets - Fill the Nutrient Gap*, PAM, Rome, 2020, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000118080/download/?_ga=2.170353056.1242015096.1678951933-633098164.1591685439>.

Remerciements

Les recommandations thématiques des engagements sont le produit des six groupes de travail thématiques du Groupe consultatif international sur la nutrition pour la croissance. Ces groupes ont été coordonnés par 12 co-modérateurs issus d'organisations internationales, sous la direction des co-présidentes du Groupe consultatif international : Mme Afshan Khan, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Coordinatrice du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), et le Dr Patricia Yoboue N'Goran-Theckly, Conseillère en nutrition, alimentation et développement de la petite enfance à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire et membre du Comité exécutif du SUN, représentant les pays francophones d'Afrique du SUN.

Les recommandations thématiques des engagements sur la transition vers des systèmes alimentaires résilients et durables pour la nutrition ont été élaborées sous la direction de Mme Lynette Neufeld (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de Mme Beatrice Ekesa-Onyango (Fonds international de développement agricole), avec la participation et les contributions des représentants des gouvernements du Bangladesh, du Cambodge, de la Côte d'Ivoire, de l'Équateur, de la France, du Guatemala, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, du Kenya, du Lesotho, du Maroc, du Rwanda, de la Suisse, du Royaume-Uni, des États-Unis d'Amérique, ainsi que des représentants de la Commission européenne, du CGIAR, Municipalité de Milan : Secrétariat du MUFPP, Programme des Nations Unies pour l'environnement, UNICEF, Secrétariat de l'ONU-Nutrition, Programme alimentaire mondial des Nations Unies, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Helen Keller International, Micronutrient Forum, PERUSAN, AMREF Health Africa, Community Jameel, Aliko Dangote Foundation, CAVACS, DSM-firmenich, Réseau du secteur privé SUN / du Mouvement SUN, EAT Forum et le Secrétariat du Mouvement SUN.

Ce travail est publié sous l'égide du Secrétariat du Sommet N4G. Les résultats, interprétations, opinions et conclusions exprimés et les arguments utilisés ici sont les résultats des consultations dans les groupes de travail et ne reflètent pas nécessairement les vues officielles du gouvernement français, des co-présidents du Groupe consultatif international (le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et le gouvernement de la Côte d'Ivoire), des co-modérateurs des groupes de travail ou de toute organisation membre du Groupe consultatif international.



© UNICEF/UN0515250/ZHANIBEKOV

Crédits photo sur la couverture : de gauche à droite : © UNICEF/UN0638872/Upadhayay ; © UNICEF/UN0490982/Willocq ; © UNICEF/UN0642381/Yuanyua ; © UNICEF/UN0459330/Wilander. Édité par

Julia D'Aloisio. Conception mise en œuvre par Nona Reuter (UNICEF).

Contact Sommet N4G Paris

n4g.dgm-dag-huma@diplomatie.gouv.fr